



PAS-DE-CALAIS HABITAT
Office Public de l'Habitat

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU BUREAU

SEANCE DU 01 JUILLET 2022

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Mesdames AIT-CHIKHEBBIH, DUHEN
Messieurs LEROY, MELICK, MALFAIT

Excusée : Madame ROSSIGNOL

HENIN-BEAUMONT – 54 Rue Diderot - Résidence la Cervoise
Convention de servitude d'ancrage

Direction Territoriale Artois-Gohelle Lens-Liévin
Rapporteur : Pierre HAËM

Pas-de-Calais habitat est propriétaire d'un immeuble sis 54 Rue Diderot à HENIN-BEAUMONT dénommé « Résidence de la Cervoise » et repris au cadastre section AH n°1654 (Annexe n°1).

Dans le cadre de l'enfouissement des réseaux divers des rues Voltaire et Diderot, la commune de Hénin-Beaumont a prévu la rénovation de l'éclairage public vétuste en éclairage LED.

A ce jour, l'immeuble « Résidence de la Cervoise » sis 54 Rue Diderot à HENIN-BEAUMONT, propriété de Pas-de-Calais habitat, n'accueille aucune installation d'éclairage public.

C'est la raison pour laquelle la commune a sollicité Pas-de-Calais habitat pour l'installation de dispositifs lanternes LED sur les façades de l'immeuble « Résidence de la Cervoise ».

Ce dispositif de lanternes LED sera installé par le prestataire SATELEC selon le descriptif repris en annexe n°2.

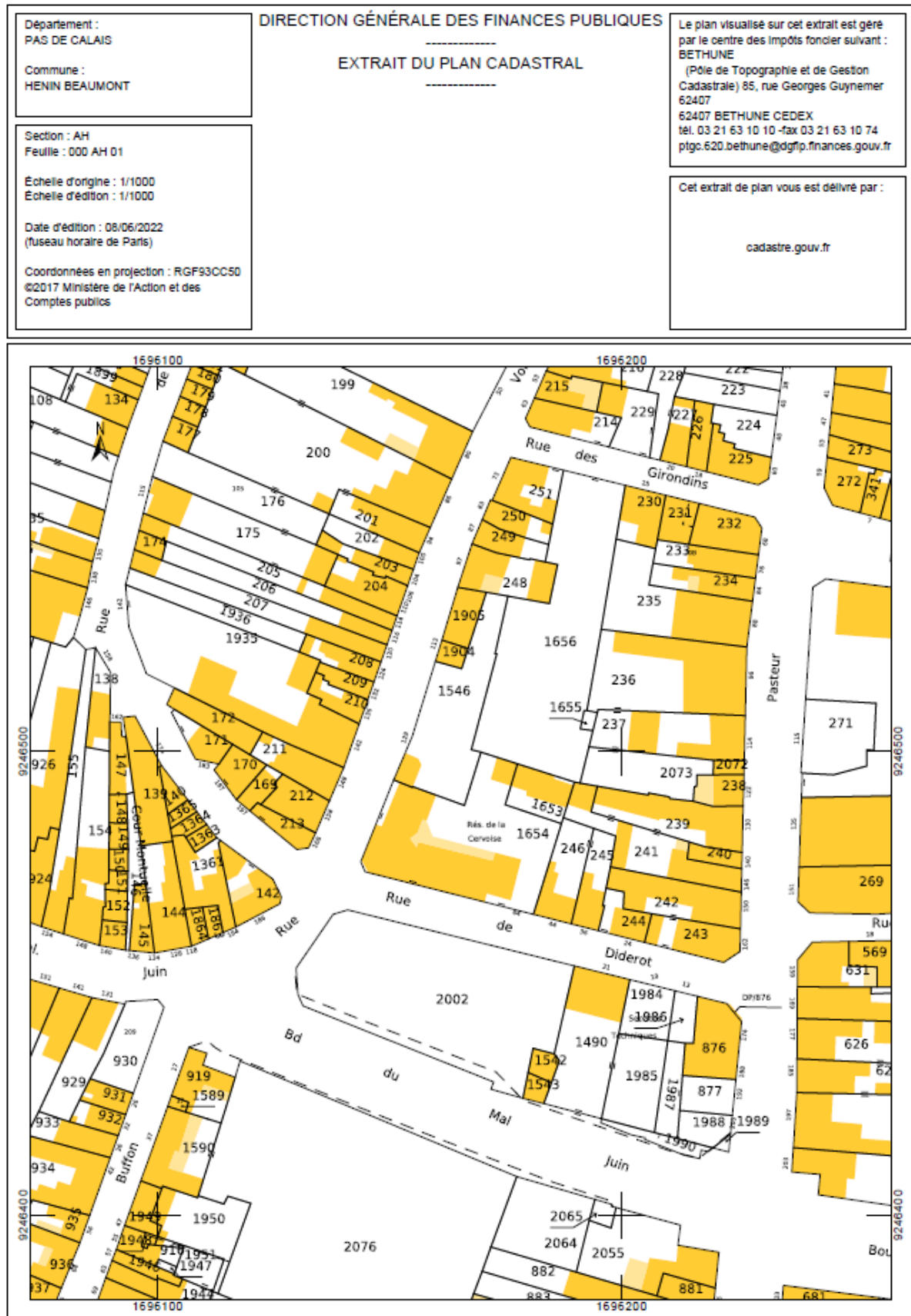
Il a semblé opportun aux parties d'établir une convention de servitude d'ancrage relative à l'installation du dispositif de lanternes LED sur le bâtiment « Résidence de la Cervoise », afin de prévoir techniquement et financièrement la mise en place de ces ouvrages (Annexe n°3).

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Bureau :

- ✓ autorisent la mise en place du dispositif de lanternes LED sur les façades de l'immeuble dénommé « Résidence la Cervoise » sis 54 Rue Diderot à HENIN-BEAUMONT,
- ✓ autorisent le Directeur général, ou toute personne habilitée, à fixer définitivement les clauses, charges et conditions et à signer la convention de servitude d'ancrage entre Pas-de-Calais habitat, la commune de HENIN-BEAUMONT et le prestataire SATELEC fixant les modalités techniques et financières du dispositif de lanternes LED.


Décision adoptée à l'unanimité.

Annexe n°1 :



Annexe n°2 :

	ENTREPRISE:
	141, Bd Edouard Branly
	62 110 HENIN-BEAUMONT
	TEL: 03-21-13-58-15
	FAX: 03-21-13-58-19
lsamyn@satelec.fayat.com	

	MAITRE D'OUVRAGE:
	MAIRIE DE HENIN-BEAUMONT
	1 Place Jean Jaurès
	62110 HENIN-BEAUMONT

SUITE AUX TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX DIVERS

Je donne mon accord pour que soit réalisé, les travaux de reprise de branchement EDF
à l'emplacement indiqué sur la photo ci-dessous.

COMMUNE: **HENIN-BEAUMONT**

N° **Résidence de la Cervoise** Rue Diderot

Propriétaire: **Pas de Calais Habitat**
Adresse:

Date:
Signature:

N° tél:

TRAVAUX PROJÉTÉS SATELEC:



Pose d'un câble d'alimentation en tamponné façade (4x16 mm²)

Pose de lanternes LED éclairage public fixation façade (fixation par scellement chimique)

Confection d'une remontée aéro-souterraine pour raccordement sur le câble d'alimentation



Confection d'une remontée
aéro-souterraine, pose d'une
goulotte de protection,
remontée du câble
d'alimentation sur façade
Pose d'une lanterne LED

Fixation du câble d'alimentation par
tamponnement façade, pose d'une lanterne LED
éclairage public

Fixation du câble d'alimentation par
tamponnement façade, pose d'une lanterne
LED éclairage public



Remarque:

CES TRAVAUX SERONT PRIS EN CHARGE PAR LA COMMUNE

1 exemplaire à conserver - 1 exemplaire à retourner

POUR TOUTE EXPLICATION AU SUJET DES TRAVAUX PROJÉTÉS N'HESITEZ PAS À NOUS APPELER.

SATELEC - SAS au Capital de 4 500 000 Euros
REGION FRANC-NOIR - 141 Boulevard Edouard Branly - 62110 HENIN-BEAUMONT - France
Tél : +33 (0)3 21 13 58 09 - Fax : +33 (0)3 21 13 58 19 - e-mail : sateler@pasdelocal.com
Siège social : 24, avenue du Général-de-Gaulle - 91170 Viry-Châtillon



SPT 001 848 0000 - SPT 001 848 0000 - APR 001 A - 10 100 000 00 00 001 001 000

Annexe n°3 :

CONVENTION DE SERVITUDE D'ANCRAGE
--

Entre,

LA COMMUNE DE HENIN-BEAUMONT,

représentée par Monsieur le Maire, Steeve BRIOIS,
située à HENIN-BEAUMONT (62110), 1 Place Jean Jaurès,

ci-après désignée par « la commune »,

d'une part,

Et

PAS-DE-CALAIS HABITAT,

Représenté par ...
dont le siège social est à ARRAS (62000), 4 Avenue des droits de l'Homme,

ci-après désignée par le « le propriétaire »,

d'autre part,

Autre intervenant :

L'ENTREPRISE SATELEC,

Représentée par ...
située à HENIN-BEAUMONT, 141 Boulevard Edouard Branly,

ci-après désigné par « le prestataire ».

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans le cadre de l'enfouissement des réseaux divers des rues Voltaire et Diderot, la commune de Hénin-Beaumont a également prévu la rénovation de l'éclairage public vétuste en éclairage LED.

Les façades de l'immeuble « Résidence de la Cervoise » sis 54 Rue Diderot à HENIN-BEAUMONT, propriété de Pas-de-Calais habitat, n'accueillent au jour de la signature de la présente convention aucune installation d'éclairage public.

C'est la raison pour laquelle la commune de Hénin-Beaumont a sollicité Pas-de-Calais habitat afin d'installer un dispositif de lanternes LED sur les façades de l'immeuble « Résidence de la Cervoise ».

Afin de prévoir techniquement et financièrement la mise en place de ces ouvrages, il a semblé opportun aux parties d'établir la présente convention relative à l'installation de lanternes LED sur le bâtiment « Résidence de la Cervoise ».

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention, le propriétaire, après avoir pris connaissance des emplacements envisagés, accepte de grever les façades de son immeuble sis 54 Rue Diderot, Résidence de la Cervoise à HENIN-BEAUMONT, repris au cadastre section AH n°1654, d'une servitude d'ancrage au profit de la commune de Hénin-Beaumont, en vue de permettre à cette dernière d'installer selon les dispositions légales en vigueur (articles L. 171-2 à L. 171-11 du Code de la voirie routière) et à titre gratuit un dispositif de lanternes LED, ci-après décrit dans l'article 3 de la présente convention.

Cette servitude d'ancrage profitera au bénéficiaire dans les conditions d'exercice qui seront déterminées ci-après.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention prendra effet à compter de sa date de signature par les deux parties, et ce pour une durée déterminée d'une année renouvelable par tacite reconduction.

Les parties pourront convenir d'une modification des termes et des dispositions pratiques de la convention par avenant signé entre elles.

ARTICLE 3 : EQUIPEMENTS TECHNIQUES

3-1 – Descriptif technique des équipements installés par la commune et son prestataire SATELEC :

- Pose d'une lanterne LED éclairage public : Confection d'une remontée aéro-souterraine, pose d'une goulotte de protection, remontée du câble d'alimentation sur façade ;
- Pose d'une lanterne LED éclairage public : Fixation du câble d'alimentation par tamponnement en façade ;
- Pose d'une lanterne LED éclairage public : Fixation du câble d'alimentation par tamponnement en façade.

3-2 : Modifications éventuelles des équipements installés :

Les équipements mentionnés dans l'article 3-1 seront susceptibles d'être remplacés ou modifiés par la commune au cours de la convention :

- Les modifications non-substantielles (remplacement par des équipements similaires) feront l'objet d'une information auprès du propriétaire de l'immeuble, par courrier recommandé quinze jours avant la date d'intervention, sauf intervention d'urgence.

- Toute modification substantielle des équipements (changement de nature, augmentation ostensible du volume des équipements) devra être préalablement autorisée par écrit par le propriétaire de l'immeuble. La commune devra solliciter ledit accord écrit par courrier recommandé au moins deux mois avant l'intervention. L'absence de réponse du propriétaire de l'immeuble dans le délai d'un mois à réception de la demande vaudra accord tacite.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

4-1 – Installation

La commune, ou toute personne dûment mandatée par elle, procédera à ses frais à l'installation des équipements ci-dessus visés dans l'article 3 de la présente convention sur la façade de l'immeuble

objet des présentes. Un état des lieux contradictoire sera réalisé avant les travaux d'installation du dispositif.

La commune s'engage à préserver en l'état les façades de l'immeuble objet des présentes et à éviter toute nuisance pour les occupants de l'immeuble objet des présentes (nuisances sonores, visuelles, etc.). En cas de réclamation, la commune s'engage à trouver une solution avec l'occupant du logement et le propriétaire le cas échéant.

4-2 – Entretien

La commune, ou toute personne dûment mandatée par elle, s'assurera du bon fonctionnement de ses équipements techniques et en assumera l'entretien, la maintenance, les réparations et l'éventuel remplacement.

4-3 - Raccordement en fluides

La commune souscrira en son propre nom les abonnements inhérents aux raccordements de ses équipements.

Néanmoins, en cas d'impossibilité technique pour la commune de souscrire ses propres abonnements en raison notamment de la configuration des lieux, la commune pourra se raccorder aux installations existantes, moyennant l'installation à ses frais d'un compteur de consommation individuelle. La commune remboursera annuellement au propriétaire de l'immeuble la consommation en énergie électrique de ses équipements techniques, au tarif EDF en vigueur, T.V.A. comprise, en fonction des indications du compteur de consommation individuelle.

4.4 – Dépose des équipements

En cas de résiliation de la convention par l'une des parties ou d'un commun accord entre les deux parties, la commune fera procéder à ses frais exclusifs à la dépose du dispositif des lanternes LED sur l'immeuble objet des présentes.

4-5 – Dispositions générales

Dans tous les cas du présent article 4, les interventions devront être effectuées dans les normes techniques, les règles de l'art, et les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité, aux frais de la commune et sous sa responsabilité. Elle s'engage à ce que les lieux soient remis en leur état initial après toute intervention de sa part.

Les dégâts qui pourraient être causés aux biens à l'occasion de la surveillance, de l'entretien et de la réparation, du remplacement ou de la dépose des équipements, et pour lesquels la remise en état ne pourrait être effectuée, feront l'objet, le cas échéant, d'une indemnité fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

Elle fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives nécessaires, tant pour l'installation des équipements, les interventions en cours de convention ou la dépose des équipements.

La commune s'engage à ne pas sous-louer les emplacements qui lui sont accordés par le propriétaire ou céder à des tiers les droits qu'elle détient au titre de cette convention sans l'accord écrit préalable du propriétaire.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DU PROPRIETAIRE

5-1 – Accès

Le propriétaire de l'immeuble devra permettre et faciliter l'accès aux équipements techniques du dispositif par la commune, ou toute personne dûment mandatée par elle, afin d'assurer l'installation, l'entretien, la maintenance, les réparations ainsi que le remplacement ou la suppression desdits équipements.

5-2 – Entretien et travaux sur l'immeuble

Le propriétaire de l'immeuble s'engage à ne pas interrompre le fonctionnement des équipements implantés par la commune. Toutefois, dans le cas où le propriétaire de l'immeuble aurait à effectuer des travaux sur l'immeuble entraînant la suspension du fonctionnement du dispositif, il devra en aviser la commune par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois à l'avance, sauf urgence dûment avérée, et préciser la durée prévisionnelle de cette suspension.

Concernant les travaux ne nécessitant pas l'interruption du fonctionnement des équipements, mais néanmoins susceptibles d'avoir un impact sur l'installation, le propriétaire de l'immeuble s'engage à en informer la commune par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un mois à l'avance, sauf urgence dûment avérée, et préciser la nature et la durée prévisionnelle des travaux envisagés. La commune indiquera au propriétaire les éventuelles consignes particulières à respecter concernant les installations en place.

5-3 – Opposabilité de la convention en cas de cession de l'immeuble :

La présente convention sera opposable aux acquéreurs éventuels de l'immeuble objet des présentes, le propriétaire s'engage toutefois à rappeler l'existence de la présente convention à tout acquéreur éventuel.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE – ASSURANCES

La commune sera responsable de tout dommage qui pourrait survenir à l'occasion de l'installation, du fonctionnement, de l'entretien ou de la dépose des installations visées à l'article 3 de la présente convention. À cet effet, elle fera son affaire de la souscription de tout contrat d'assurance garantissant l'ensemble de ces risques, y compris les dommages causés à l'immeuble résultat des travaux et interventions sur le dispositif.

Tout dommage qui ne sera pas pris en charge par l'assureur en application des clauses et conditions du contrat d'assurance concerné, soit parce que le risque réalisé n'est pas garanti, soit parce que le montant de la garantie est insuffisant, demeurera à la charge exclusive de la commune.

Elle fera son affaire personnelle de toute dégradation ou détérioration que pourraient subir ses équipements du fait des tiers.

ARTICLE 7 : MODIFICATION - RESILIATION DE LA CONVENTION

7-1 – Modification

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant (excepté en ce qui concerne les modifications des équipements techniques régies par l'article 3-2 de la présente convention).

7-2 – Résiliation

7-2-a – Résiliation à terme

A l'issue du délai initial d'une année, la présente convention pourra être résiliée à la date d'anniversaire de sa signature, par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, et sous réserve de respecter un délai de prévenance de deux mois minimum.

7-2-b – Résiliation anticipée

- Résiliation pour non-respect des obligations contractuelles

En cas de non-respect d'une des conditions de la présente convention par l'un ou l'autre des cocontractants, la partie qui s'estime lésée pourra résilier ladite convention sous réserve d'avoir adressé à son cocontractant une mise en demeure. Si cette mise en demeure reste sans effet un mois après son émission par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie qui s'estime lésée pourra résilier la convention de plein droit, sans qu'il soit nécessaire de le demander en justice, par lettre recommandée avec accusé de réception, qui prendra effet 15 jours à compter de sa réception.

- Résiliation pour perte de l'objet du contrat

En cas de retrait ou de non-renouvellement des autorisations accordées à la commune pour l'installation des dispositifs de lanternes LED, ainsi qu'en cas de décision de la commune de retirer les dispositifs de vidéo-protection, la présente convention perdra tout objet et pourra être résiliée par la commune à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, et sous réserve de respecter un délai de prévenance de 15 jours minimum.

7-2-c – Dispositions générales

Dans tous les cas de résiliation sus-énoncés, la résiliation n'ouvrira à aucune des parties un quelconque droit à indemnisation et la commune procédera à ses frais au retrait des équipements implantés par elle sur l'immeuble objet des présentes et assurera autant que de besoin la remise en état de l'emprise sur laquelle ont été ancrés les dispositifs de lanternes LED.

ARTICLE 8 : AUTRES INSTALLATIONS TECHNIQUES

Dans l'hypothèse où d'autres dispositifs seraient déjà installés sur l'immeuble, la commune s'engage, avant d'installer ses équipements, à réaliser à sa charge financière les études de compatibilité avec lesdits équipements ainsi que leur éventuelle mise en compatibilité.

Si la mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, la convention sera résolue de plein droit.

Le propriétaire de l'immeuble aura la possibilité d'installer et/ou laisser installer à proximité des lieux loués tout équipement technique qu'elle jugera utiles. Néanmoins, le propriétaire de l'immeuble s'engage, avant d'autoriser tout nouvel arrivant à installer ses équipements techniques sur l'immeuble objet des présentes, à ce que soient réalisées, à la charge financière du nouvel arrivant, des études de compatibilité avec les installations existantes, et leur éventuelle mise en compatibilité. Si cette mise en compatibilité s'avère impossible à réaliser, les équipements techniques projetés par le nouvel arrivant ne pourront être installés.

ARTICLE 9 : ABSENCE D'EXCLUSIVITE

Les parties conviennent que la présente convention ne confère aucune exclusivité à la commune. Le propriétaire garde la possibilité de conclure ultérieurement des conventions ayant un objet similaire avec toute autre société dans les conditions légales, sous réserve du respect de la présente convention.

ARTICLE 10 : ENREGISTREMENT

La présente convention est exonérée des formalités de l'enregistrement.

ARTICLE 11 : DECLARATIONS DIVERSES

Les parties attestent par elles-mêmes ou leurs représentants que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution de leurs engagements et déclarent notamment :

- Que leurs identités et leur situation juridique personnelle sont conformes à celles indiquées en tête des présentes,
- Qu'elles ne font l'objet d'aucune procédure de conciliation,
- Qu'ils n'ont pas fait l'objet d'une procédure de surendettement des particuliers ou de sauvegarde de l'entreprise, qu'ils ne sont pas et n'ont jamais été en état de cessation de paiement, de faillite personnelle, de redressement et liquidation judiciaire ou autres procédures analogues.

ARTICLE 12 : NOTIFICATIONS

Chaque notification signifiée ou faite au titre de la présente convention devra être faite par écrit et remise par lettre recommandée avec accusé de réception aux adresses figurant en en-tête de la présente Convention. Les parties s'engagent à actualiser ces informations dès que de besoin.

ARTICLE 13 : DROIT APPLICABLE

La présente convention est soumise au droit français.

Toute contestation relative à l'interprétation, l'exécution ou l'inexécution de la présente convention, sera de la compétence exclusive du Tribunal judiciaire d'Arras.

ARTICLE 14 : CODE DE CONDUITE

Les Parties déclarent avoir pris connaissance du code de conduite adopté par l'Etablissement Public Industriel et Commercial PAS DE CALAIS HABITAT en application de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique.

En conséquence, les Parties s'engagent :

- à se conformer audit code de conduite ;
- à s'abstenir de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de l'Etablissement Public Industriel et Commercial PAS DE CALAIS HABITAT – telle que défini dans le code de conduite – qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles prévues par ledit code ;
- et à prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que leurs propres salariés, agents, prestataires ou autres tiers soumis à leurs contrôles ou à leurs influences déterminantes amenés à entretenir des liens avec PAS DE CALAIS HABITAT pour l'exécution du présent contrat, se conforment aux dispositions dudit code et s'abstiennent de toute incitation à l'égard des Collaborateurs de PAS DE CALAIS HABITAT qui ait pour objet ou pour effet d'induire une infraction aux règles qu'il prévoit.

Les Parties reconnaissent que la politique d'entreprise de l'Etablissement Public Industriel et Commercial PAS DE CALAIS HABITAT exige que leurs relations commerciales, ainsi que les relations commerciales de leurs partenaires, soient menées en conformité avec les traités internationaux en vigueur, le droit international applicable qui en est dérivé, ainsi que les lois et

règlements applicables, au niveau national et international, auxdites relations. Les Parties s'engagent à s'y conformer.

En conséquence, les Parties s'engagent à ce qu'aucun paiement, aucun avantage quel qu'il soit, constituant ou pouvant constituer un acte illicite n'ait été ou ne soit accordé, directement ou indirectement, par les membres du groupement, leurs salariés, agents, prestataires ou autres tiers soumis à leurs contrôles ou à leurs influences déterminantes, en contrepartie de l'attribution ou de l'exécution du présent contrat.

La présente convention est établie sur ... pages.

Fait en trois exemplaires

A HENIN-BEAUMONT, le

Le Propriétaire
Pour Pas-de-Calais Habitat
Monsieur XXX

Le Bénéficiaire
Pour la commune de HENIN-BEAUMONT
Monsieur Le Maire



Annexes : 1. Plan
2. Constat d'état des lieux

	ENTREPRISE: 141, Bd Edouard Branly 62 110 HENIN-BEAUMONT TEL: 03-21-15-58-15 FAX: 03-21-13-58-18 laamy@sateloc.loyet.com	 MAÎTRE D'OUVRAGE: MAIRIE DE HENIN-BEAUMONT 1 Place Jean Jaurès 62110 HENIN-BEAUMONT
---	---	---

SUITE AUX TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX DIVERS
*Je donne mon accord pour que soit réalisé, les travaux de reprise de branchement EDF
à l'emplacement indiqué sur la photo ci-dessous.*

COMMUNE: HENIN-BEAUMONT	N° Résidence de la Cervoise Rue Odetot
Propriétaire: Pas de Calais Habitat Adresse:	Date: Signature:
N° tél:	

TRAVAUX PROJETÉS SATELEC:

-  Pose d'un câble d'alimentation en tamponné façade (4x35 mm²)
-  Pose de lanternes LED éclairage public fixation façade (fixation par scellement chimique)
- Correction d'une remontée adre souterraine pour raccordement sur le câble d'alimentation

	
Correction d'une remontée adre souterraine, pose d'une goutte de protection, remontée du câble d'alimentation sur façade Pose d'une lanterne LED	Fixation du câble d'alimentation par tamponnement façade, pose d'une lanterne LED éclairage public
Fixation du câble d'alimentation par tamponnement façade, pose d'une lanterne LED éclairage public	

Remarque:

CES TRAVAUX SERONT PRIS EN CHARGE PAR LA COMMUNE

1 exemplaire à conserver - 1 exemplaire à retourner

POUR TOUTE EXPLICATION AU SUJET DES TRAVAUX PROJETÉS N'HÉSITEZ PAS À NOUS APPELER.

SATELEC - 141, Bd Edouard Branly - 62 110 Henin-Beaumont
 TRISON TRACON - 111 Boulevard Edouard Branly - 62110 HENIN-BEAUMONT - France
 Tél : 03 21 15 58 15 - Fax : 03 21 13 58 18 - e-mail : contact@sateloc.loyet.com
 Site internet : www.sateloc.loyet.com

